

Mauritanie, regards croisés

Depuis le 12 Décembre 1984, la Mauritanie est restée dirigée par un régime dictatorial, sous la férule de Ould Taya, où la corruption, le népotisme, le favoritisme, la torture, l'exclusion et les exécutions constituent le socle institutionnel de l'une des plus grandes tyrannies en Afrique subsaharienne. La privatisation de l'Etat par le Parti Républicain Démocratique et Social et la tribu a été le miroir d'un pouvoir patrimonial. Un pouvoir dont une partie de l'armée et, surtout, la tristement célèbre police de Deddahi ont été les ressorts essentiels. C'est le point d'orgue d'un réarmement identitaire et politique: de nombreux groupes et mouvements s'inscrivent dans une opposition toujours réprimée par la torture et dans le sang. Durant vingt ans, le pouvoir du Colonel Ould Taya a placé la Mauritanie au bord d'un abîme qu'il lui sera difficile d'éviter, telle-ment les revendications et les exigences de ses opposants d'alors paraissent inconciliables.

Il serait prétentieux de fixer le bilan du régime déchu. Nous le ferons si l'occasion nous en sera donnée. Toutefois, il importe d'aller à la rencontre des mécanismes ayant conduit à la chute de cette dictature, avant de jeter un regard sur les enjeux et perspectives de l'après Ould Taya.

La dévolution du pouvoir: la récurrence d'une tradition

En deux ans, les tentatives de coups d'Etat de 2003 et 2004, l'élection présidentielle, les arrestations d'hommes politiques et d'autres événements annexes, comme l'attaque d'une caserne, auront un résultat inattendu: la formation, au sein des proches de Ould Taya, d'un groupe d'officiers mécontents qui mettent en question la politique suivie et sa dictature, le Conseil militaire pour la justice et la démocratie (CMJD). En tout cas, le matin du 03 août, les officiers du CMJD, sous l'impulsion du Colonel Ely Ould Mohamed Vall, se lancent à l'assaut du pouvoir qui s'écroule comme un château de cartes. Quelques heures plus tard, les foules populaires descendent dans les rues pour soutenir: c'est la fin d'une ère fasciste -presque un quart de siècle!- en Mauritanie. Une fois leur victoire assurée, les militaires rebelles mettent la justice et la démocratie au cœur de leur programme, ce qui, en toute honnêteté, nous autorise à parler de "révolution des démocrates" pour désigner le 03 août 2005...

Sous cet aspect, l'action du CMJD s'inscrit dans un mode de dévolution du pouvoir qui a prévalu en Mauritanie depuis 1978.

Mais, qu'en est-il des forces politiques en présence? S'agit-il d'une continuité dans la pratique et la gestion politiques en Mauritanie, comme certains le craignent déjà? En d'autres termes, un changement politique est-il possible dans ce pays? Il faut dire que le climat politique est loin d'être pacifié malgré l'espoir suscité par le coup d'Etat du 3 Août 2005. En effet, dans l'état actuel des choses, un changement

nécessite la mise en place d'un cadre institutionnel permettant une compétition politique viable, basée sur l'expression du peuple et sa prise en compte. Ce que les nouveaux dirigeants semblent inscrire dans l'objectif de leur pouvoir et qui a motivé sa prise.

Quelques jours se sont écoulés depuis la fin de la dictature de Ould Taya, mais ni la société mauritanienne, ni ses institutions, ni la classe politique ne pourront se libérer de son héritage idéologique. Changer un pouvoir totalitaire exige le démontage de l'appareil répressif qui a entretenu celui-ci des années durant. Comme si la situation n'était pas grave, les partis politiques mènent des discussions sans contenu, à base de démagogie et de slogans fumeux.

L'un des événements les plus intéressants qui se sont déroulés durant les jours qui ont suivi le coup est la rencontre de Dakar, impulsée par les autorités sénégalaises. Première fausse note d'une partie de l'opposition, cette rencontre vise à profiter de la pression pour obliger les militaires à l'associer immédiatement à la gestion du pays -au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne lui entrevoyons aucune suite-. Nous aurons préféré voir les partis politiques, les syndicats et les ouvriers s'organiser à l'intérieur pour obtenir leurs revendications; à commencer par la libération des détenus politiques, le retour des exilés, la mise en place d'un état de droit et d'une véritable démocratie en Mauritanie, l'organisation d'élections au plus vite, le renforcement des libertés individuelles, l'accroissement de la sécurité des citoyens, la restitution intégrale à l'Etat des biens abusivement détournés.

L'après Ould Taya: à qui revient l'héritage?

Si, pour les Mauritaniens, l'essentiel est leur avenir, il importe de solder le compte du régime du Colonel Ould Taya, car toute autre démarche serait entretenir l'illusion d'un changement. Dans notre imaginaire culturel, il semble qu'il ne faut pas "dépecer la proie jusqu'à l'aisselle et l'abandonner". Les membres du CMJD ont sans doute eu l'occasion de méditer cette réflexion individuellement parlant... En effet, les deux décennies de dictature du Colonel Ould Taya et ses gouvernements successifs se sont appliqués avec habileté à duper toutes les instances économiques internationales, en particulier le FMI et la Banque mondiale, afin d'obtenir un crédit illimité. La conséquence en a été l'explosion de la dette extérieure du pays. Les rares privatisations du régime ont consolidé la mainmise du clan présidentiel sur les richesses nationales. L'enseignement public, véritable orgueil national et modèle naguère envié par les voisins, est en ruine. A titre indicatif, un instituteur avec vingt années d'ancienneté gagne à peine 60 euros par mois. Le nombre de jeunes qui abandonnent le système scolaire avant la fin de leurs études est ahurissant; et pour couronner le tout, l'essen-

tiel des cadres scientifiques de premier ordre ont dû s'exiler au cours de ces vingt années. Les mécanismes d'aide sociale sont inexistant: des milliers de retraités ne touchent rien et protestent sans recevoir la moindre réponse, se joignant aux veuves et orphelins des événements de 1989-1991. En 2005, le taux de chômage, qui ne comptabilise pas le sous-emploi, dépasse les 50%: deux mauritaniens sur trois vivent sous le seuil de la pauvreté. Face à une jeunesse sans avenir, des retraités désespérés, des travailleurs de plus en plus pauvres, une classe moyenne en décomposition, la marginalité, l'insécurité, la corruption, la dénationalisation, on peut se demander si les déclarations d'intention suffisent à rassurer! Où est passé ce "pays plein d'avenir" que nous entrevoyons tous? La décadence de la classe politique et une société civile amorphe ne peuvent s'expliquer a priori par la globalisation, les dérèglementations, ni par les problèmes sociaux qu'ils entraînent. Au lieu de mettre en œuvre un programme d'assainissement institutionnel et de développement autonome, Ould Taya l'a laissé sombrer dans une situation semblable à celle du Libéria ou de la Guinée -pour citer deux exemples régionaux- en dépit de ses possibilités et de ses moyens nettement supérieurs. Le Mauritanien vit entre la tragédie et l'horreur. Des institutions des trois pouvoirs étatiques et jusqu'aux syndicats, en passant par l'armée et la police, le Parlement et les partis politiques, sont les acteurs répétés de scandales de corruption, de malversations, de clientélisme, de procédures antidémocratiques et de toutes sortes de délits d'une envergure et d'une arrogance telle que, s'ils ne provoquaient pas des résultats aussi désastreux, on pourrait en faire les "sujets" d'une série télévisée. S'il nous est ici impossible d'entrer dans le détail des faits, il importe de savoir que l'écrasante majorité des hauts fonctionnaires, parlementaires et magistrats pourront être poursuivis pour divers délits: qu'en pleine guerre contre le terrorisme et les contrebandiers, des officiers de l'armée ont vendu clandestinement des armes aux islamistes et autres hommes de Marlboro.

Une démocratie sur des bases saines est-elle possible aujourd'hui en Mauritanie? S'il faut prêter un crédit aux intentions des nouvelles autorités militaires, nous pouvons répondre dans le sens d'une affirmative. Toutefois, l'expérience africaine dans de pareilles circonstances incite à tempérer notre optimisme. Mieux, en Mauritanie où le nomadisme politique s'effectue au gré des vents de sable, une démocratie suppose la domestication d'une culture politique nouvelle, à l'opposé du replâtrage auquel il nous est donné d'assister. L'opposition conventionnelle a une responsabilité à assumer dans l'alternance: le renouvellement de la classe politique, des revendications claires, des propositions à la hauteur des questions qui se posent au pays en seront les rouages essentiels.

HASSENA OULD ELY EST PROFESSEUR D'ECONOMIE
EL ARBY OULD SALECK EST POLITOLOGUE ET HISTORIEN